

Bruxelles, le 11.2.2020
C(2020) 865 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 11.2.2020

**relative au financement du programme d'action annuel 2019 en faveur de la République
démocratique du Congo**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 11.2.2020

relative au financement du programme d'action annuel 2019 en faveur de la République démocratique du Congo

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323², et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du programme d'action annuel 2019 en faveur de la République démocratique du Congo, il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 24 du règlement (UE) 2018/1877 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la République démocratique du Congo pour la période 2014-2020³, qui établit les priorités suivantes: la lutte contre la pauvreté, l'environnement, la gouvernance et les infrastructures.
- (4) Les objectifs poursuivis par le programme d'action annuel à financer au titre de l'accord interne relatif au 11^e Fonds européen de développement (FED)⁴ (ci-après l'«accord interne») consistent à consolider l'État de droits et à renforcer la gouvernance démocratique et économique à travers un renforcement des institutions publiques et de la participation de la société civile.
- (5) L'action intitulée «Deuxième programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ II)» a pour objectif global de renforcer l'État de droit et de promouvoir la démocratie en République démocratique du Congo. Ses objectifs spécifiques sont: d'améliorer l'accès au droit et à une justice de qualité pour tous, d'améliorer l'indépendance du pouvoir judiciaire et la performance du ministère de la justice, de renforcer la lutte

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

³ Décision de la Commission C(2014)3904 du 17.06.2014 relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République démocratique du Congo.

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

contre l'impunité et la protection des droits humains, ainsi que la lutte contre la corruption.

- (6) L'action intitulée «Contribution au Fonds fiduciaire multi-bailleurs pour le renforcement de la gestion des finances publiques et de la redevabilité en République démocratique du Congo (PROFIT Congo)» a pour objectif global d'améliorer la mobilisation des recettes domestiques, la gestion des dépenses publiques et la redevabilité au niveau central et dans les provinces sélectionnées. Ses objectifs spécifiques sont d'appuyer la mobilisation des recettes et la gestion des dépenses, de renforcer le contrôle budgétaire et améliorer la transparence, d'établir des systèmes de gestion des finances publiques au niveau provincial et de renforcer la gestion du projet par la partie nationale.
- (7) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (8) Conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2018/1877, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du programme.
- (9) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte, conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046⁵, applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877.

À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046⁶ et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877, avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

Pour la gestion indirecte avec une entité pour laquelle une évaluation ex ante n'est pas exigée, la Commission conserve, en vertu de l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877, les responsabilités en matière de gestion financière prévues au point 5.4.2 de l'annexe 1.

- (10) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu des articles 24, paragraphe 2, et 25 du règlement (UE) 2018/1877.
- (11) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du programme, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877.

⁵ Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1).

⁶ Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

- (12) Les actions prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier
Le programme

La décision de financement, relative au programme d'action annuel 2019 en faveur de la République démocratique du Congo, est adoptée.

Le programme comporte les actions suivantes:

- «Deuxième programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ II)», présentée dans l'annexe 1;
- «Contribution au Fonds fiduciaire multi-bailleurs pour le renforcement de la gestion des finances publiques et de la redevabilité en République démocratique du Congo (PROFIT Congo)», présentée dans l'annexe 2.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du programme est fixé à 38 000 000 EUR, à financer sur les ressources du 11^e Fonds européen de développement.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

Article 3
Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés aux points 5.4.2 de l'annexe 1, et 5.4.1 de l'annexe 2.

Article 4
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 11.2.2020

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission